



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## **Feuilleton et préavis**

**de l'Assemblée**

**Le jeudi 4 décembre 2014 — N° 52**

*Neuf heures quarante-cinq*

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



## Partie 1

### AFFAIRES COURANTES

#### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Saint-Maurice sur le sujet suivant : *Opération Nez rouge.*
- La députée de Taillon sur le sujet suivant : *Les 20 ans du TROC.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Un brin de Sherbrooke dans l'espace.*
- Le député des Chutes-de-la-Chaudière sur le sujet suivant : *Maison des jeunes Amalgame MDJ Ouest, lauréat national du prix « À part entière » 2014 de l'OPHQ.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à la Commission scolaire de Laval pour le coup de cœur du prix À part entière 2014.*
- Le député de Marie-Victorin sur le sujet suivant : *45 ans du Carrefour le Moutier.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Hommage à trois grands bâtisseurs du Témiscouata, les frères Lemaire.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *60<sup>e</sup> anniversaire du Jardin Dion.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Souligner le départ à la retraite et l'implication communautaire de M. Guy Lemieux.*
- Le député de Sanguinet sur le sujet suivant : *Hommage aux organismes communautaires de Sanguinet.*

#### DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

#### PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

**DÉPÔTS** a) documents  
b) rapports de commissions  
c) pétitions

**RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS**

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

**QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES**

**VOTES REPORTÉS**

Motion du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire proposant l'adoption du projet de loi n° 3, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

**MOTIONS SANS PRÉAVIS**

**AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS**

**RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE**

## Partie 2

### AFFAIRES DU JOUR

#### AFFAIRES PRIORITAIRES

#### DÉBATS D'URGENCE

#### DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

#### AUTRES AFFAIRES

##### I. Projets de loi du gouvernement

###### *Adoption du principe*

- 1) Projet de loi n° 19  
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives  
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations  
le **12 novembre 2014**
  
- 2) Projet de loi n° 20  
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **28 novembre 2014**
  
- 3) Projet de loi n° 25  
Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers  
Présenté par le ministre des Transports le **28 novembre 2014**
  
- 4) Projet de loi n° 26  
Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics  
Présenté par la ministre de la Justice le **3 décembre 2014**

- 5) Projet de loi n° 27  
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés  
Présenté par la ministre de la Famille le **26 novembre 2014**
- 6) Projet de loi n° 28\*  
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016  
Présenté par le ministre des Finances le **26 novembre 2014**

---

\* **Recommandation du lieutenant-gouverneur**

*Étude détaillée en commission*

- 7) Projet de loi n° 10  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales  
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 25 septembre 2014  
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 18 novembre 2014  
Principe adopté le **28 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

- 8) Projet de loi n° 3  
Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 juin 2014  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 16 septembre 2014  
Principe adopté le 1<sup>er</sup> octobre 2014  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le 2 décembre 2014  
Vote reporté le **3 décembre 2014**

- 9) Projet de loi n° 11  
Loi sur la Société du Plan Nord  
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord le 30 septembre 2014  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 29 octobre 2014  
Principe adopté le 5 novembre 2014  
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles adopté le **3 décembre 2014**
- 10) Projet de loi n° 15  
Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État  
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 9 octobre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 5 novembre 2014  
Principe adopté le 6 novembre 2014  
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **3 décembre 2014**
- 11) Projet de loi n° 21  
Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil Mohawk de Kahnawake  
Présenté par le ministre responsable des Affaires autochtones le 11 novembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 26 novembre 2014  
Principe adopté le 27 novembre 2014  
Rapport de la Commission des institutions adopté le **3 décembre 2014**
- 12) Projet de loi n° 23  
Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif  
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 12 novembre 2014  
Principe adopté le 26 novembre 2014  
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire adopté le **3 décembre 2014**

## II. Projets de loi publics au nom des députés

### *Adoption du principe*

- 13) Projet de loi n° 190  
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés  
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014  
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 14) Projet de loi n° 192  
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 15) Projet de loi n° 193  
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux  
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 16) Projet de loi n° 194  
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction  
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 17) Projet de loi n° 195  
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai  
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 18) Projet de loi n° 196  
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen  
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1<sup>er</sup> octobre 2014**
- 19) Projet de loi n° 390  
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière  
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

*Étude détaillée en commission*

*Prise en considération de rapports de commissions*

*Adoption*

### **III. Projets de loi d'intérêt privé**

*Consultation et étude détaillée en commission*

**20) Projet de loi n° 200**

Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon  
Présenté par le député de Papineau le **11 juin 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**21) Projet de loi n° 201**

Loi concernant la Ville de Westmount  
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **12 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**22) Projet de loi n° 202**

Loi concernant la Régie intermunicipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon  
Présenté par le député de Huntingdon le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

**23) Projet de loi n° 203**

Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave  
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

**24) Projet de loi n° 204**

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel  
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et  
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

*Adoption du principe*

*Adoption*

#### **IV. Motions du gouvernement**

25) 22 octobre 2014

Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des institutions procède à des consultations particulières pour analyser les effets que peut avoir sur nos institutions démocratiques et sur l'indépendance et la liberté de presse, le fait pour un député ou un membre du Conseil exécutif de détenir directement ou indirectement la majorité des actions d'une entreprise médiatique ou d'être dans une position de contrôle au sein d'une telle entreprise;

QU'à cette fin, la Commission entende l'Association des journalistes indépendants du Québec, le Conseil de presse du Québec, la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, monsieur Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Me Henri Brun, professeur associé à la Faculté de droit de l'Université Laval, madame Dominique Payette, professeure au département d'information et de communication de l'Université Laval, monsieur Florian Sauvageau, président du conseil d'administration du Centre d'études sur les médias de l'Université Laval, ainsi que toutes les autres personnes et organismes qu'elle jugera nécessaire de convoquer;

QUE l'organisation du mandat soit confiée aux membres de la Commission;

QU'au terme de ces auditions et conformément aux dispositions réglementaires, les membres de la Commission puissent déterminer en séance de travail des observations, conclusions ou recommandations incluant, le cas échéant, les meilleurs moyens législatifs à prendre et que le rapport de la Commission soit déposé à l'Assemblée au plus tard le vendredi 28 novembre 2014 à moins que la Commission n'en décide autrement.

**V. Crédits budgétaires**

**VI. Débats statutaires**

**AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION**

Partie 3

**PROJETS DE LOI ADOPTÉS**

*(Projets de loi non sanctionnés)*

Partie 4

**TRAVAUX DES COMMISSIONS**

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission  
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

**COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

**Mandat réglementaire**

- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques.
- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES  
RESSOURCES NATURELLES

**Mandat réglementaire**

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Mandat de l'Assemblée**

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon (mandat confié le 11 juin 2014).

**Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

**Mandat conféré par une loi**

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

**Mandat de l'Assemblée**

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 19**, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives (mandat confié le 25 novembre 2014).

## COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

### COMMISSION DES INSTITUTIONS

#### **Mandat réglementaire**

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

## COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

#### **Mandat de l'Assemblée**

#### Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 27**, Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés (mandat confié le 2 décembre 2014).

#### **Mandat conféré par une loi**

- Examen des rapports sur les activités du Fonds pour le développement des jeunes enfants et sur celles de la Société de gestion Avenir d'enfants pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013.

## COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

#### **Mandat de l'Assemblée**

#### Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 10**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (mandat confié le 28 novembre 2014).

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

### **Mandat réglementaire**

#### Interpellation :

- De la députée de Taillon au ministre de la Santé et des Services sociaux sur le sujet suivant : *L'entente salariale conclue en 2011 entre l'actuel ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux concernant la rémunération des médecins spécialistes et ses impacts sur la situation budgétaire du Québec* (avis donné le 22 mai 2014).

#### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

### **COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT**

### **Mandat conféré par une loi**

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

## Mandat réglementaire

### Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

## Partie 5

### QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent  
au Feuilleton du mercredi*

- 31) Mme Roy (Montarville) – **4 décembre 2014**  
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Le ministre de l'Éducation a annoncé, le 19 novembre dernier, qu'il réduirait le nombre de commissions scolaires de 72 à 46.

Le porte-parole de la Coalition Avenir Québec en matière d'éducation et député de Chambly, Jean-François Roberge, a questionné le ministre de l'Éducation sur ses intentions en regard de la réforme des commissions scolaires, plus particulièrement sur les problèmes soulevés par le redécoupage de la Commission scolaire des Patriotes.

J'estime important de questionner le ministre sur cette commission scolaire en particulier qui dessert des élèves de mon comté. Peut-il répondre, par souci de transparence, à cette question dans les plus brefs délais :

- Quelle somme le ministre de l'Éducation prévoit-il économiser dans le cadre du redécoupage de la Commission scolaire des Patriotes?

Partie 6  
**PRÉAVIS**

**I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS**

**Projets de loi du gouvernement**

- a) 3 décembre 2014  
Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales – *ministre des Finances*.

**Projets de loi publics au nom des députés**

- b) 3 décembre 2014  
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs – *député de Deux-Montagnes*.

**Projets de loi d'intérêt privé**

**II. NOUVEAUX PRÉAVIS**

- aa) Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire – *ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor*.